



La ville en chiffre : Lecture de "Observatoire national des Zones Urbaines Sensibles. Rapport 2004" (éditions de la DIV, novembre 2004, 252 p.)

Elise Roy

► **To cite this version:**

Elise Roy. La ville en chiffre : Lecture de "Observatoire national des Zones Urbaines Sensibles. Rapport 2004" (éditions de la DIV, novembre 2004, 252 p.). Lieux Communs - Les Cahiers du LAUA, 2005, Les échos du local, 8, pp.187-190. hal-02880029

HAL Id: hal-02880029

<https://hal.science/hal-02880029>

Submitted on 24 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

La ville en chiffre

Lecture de « Observatoire national des zones urbaines sensibles. Rapport 2004 »

(éditions de la DIV, novembre 2004, 252 p.)

ELISE ROY

Le rapport annuel de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (ZUS), prévu par la loi d'orientation et de programmation sur la ville et la rénovation urbaine du 1^{er} août 2003, a été édité en novembre 2004. Ce document constitue donc le premier rapport remis au Ministre de la Ville sur la situation et l'évolution des zones urbaines sensibles. Il évalue, au regard des objectifs et indicateurs fixés dans la loi, les programmes d'action publics conduits en faveur de ces territoires, repérés en 1996 comme devant faire l'objet d'attentions particulières de la part des collectivités. Celui-ci étant le premier, il se présente comme un double état des lieux : état des lieux sur la situation des ZUS, huit ans après que leurs périmètres ont été institués ; état des lieux sur les statistiques disponibles, leurs carences et sur les investigations supplémentaires à conduire à l'avenir pour mieux approcher la situation de ces territoires.

Ce rapport pose dans un premier temps les éléments d'un diagnostic nourri de constats sur le logement, sur les activités économiques, sur les commerces et les équipements publics, sur les nuisances et les risques environnementaux, ainsi que sur les situations et les pratiques des habitants des ZUS. Les caractéristiques saillantes de ces territoires sont chaque fois renvoyées à celles, moyennes, des situations observées dans l'ensemble des agglomérations contenant une ZUS. Dans un second temps, ce rapport s'attache à approcher les réalités sociales tenant aux thèmes d'actions retenus par la politique de la ville. La scolarité et l'éducation ; la santé ; la sécurité quotidienne ; l'activité, le chômage et l'emploi ; les conditions de logement dans les ZUS sont explorées. Il s'agit de leur fabriquer les systèmes d'observation *ad hoc*.

S'il se présente en grande partie comme un travail de statisticiens, le premier rapport de cette nouvelle

institution en charge d'éclairer les politiques conduites en faveur des ZUS, ne se borne pas à être une radioscopie de ces territoires saisis comme « sensibles » ; dépasse l'exercice du compte-rendu de situations et de phénomènes sociaux clairement repérés, assis sur une statistique assurant une objectivité « presque parfaite ». Ce rapport semble, en effet, assumer la perfectibilité des productions de l'Observatoire, en l'occurrence d'un système d'informations statistiques encore largement en chantier. Cela laisse donc la place à des espaces un peu en creux qui participent largement à l'intérêt de cette édition. Approches statistiques « classiques » - travaillant également à un repérage des données utiles à acquérir à l'avenir, et des phénomènes sociaux qu'il conviendrait d'étudier - alternent avec des développements plus exploratoires autour des réalités qu'entendent embrasser les politiques de la ville¹.

Ainsi se présentent, par exemple, les pages dans lesquelles est abordé le thème de l'intégration. On comprend, en effet, que la définition d'indicateurs susceptibles de renseigner sur l'évolution des situations sociales en regard de cet objectif politique, réclame que soit clarifié ce qu'engage cette catégorie de l'action. Dans cette entreprise, les auteurs du rapport partent de la définition retenue par le Haut conseil à l'intégration qui, en omettant de prendre en considération les conditions urbaines et sociales, alors que des études ont montré qu'elles étaient déterminantes, porte à croire que l'intégration dépend presque exclusivement « des efforts et de la volonté des populations immigrées de s'intégrer ». S'étant écartée de cette manière de voir les choses, la suite du texte réinvestit la notion d'intégration, en proposant de la voir plutôt comme le contraire sémantique de l'exclusion, et d'être moins alors

une question de culture qu'une question socio-économique générale, c'est-à-dire un processus concernant les individus, quelles que soient leurs origines géographiques ou ethniques.

Ce zoom montre comment le rapport de l'Observatoire se présente en partie comme le compte-rendu de réelles tentatives d'intelligence des réalités urbaines en jeu et de clarification des politiques, passant parfois par la convocation de travaux extérieurs (études, rapports, recherches) menés sur les différents sujets que l'Observatoire doit instruire. Il est donc intéressant à lire comme nouvel espace d'éclairage des actions sur la ville.

Bien sûr, ce rapport marque une manière toute particulière de regarder la ville et ses habitants en figeant les choses², en les enfermant dans des catégories suivant une grille de lecture forcément critiquable, alors que les périmètres institués des ZUS constituent de véritables limites au-delà desquelles le regard de l'Observatoire peine à porter. Ne nous trompons pas, on a bien sûr affaire là à une expertise au service d'une politique, plus qu'au service d'une compréhension la meilleure possible des phénomènes en jeu dans la ville aujourd'hui.

La recherche urbaine a pu nous offrir différents travaux susceptibles de mettre en perspective ce rapport, fruit d'un nouvel espace d'expertise de la politique nationale de la ville. Nous en retenons deux pour cette note.

Au début des années 70, au moment où Jacques Dreyfus, depuis le CREDOC (Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie), s'interroge sur les implications ou la neutralité des méthodes statistiques appliquées aux sciences humaines³, c'est sur les registres de l'extension

et de l'équipement que les pouvoirs publics se posent la question de la ville, qui s'exprime donc en termes mathématiques. Alors que les démarches statistiques se revendiquent être un mode de traitement des réalités sociales garant d'une objectivité et ont tendance à être perçues comme telles, Jacques Dreyfus nous indique qu'elles risquent en fait de ne procéder que d'une neutralité secondaire qui ne fait que masquer des *a priori*. En effet, cette neutralité du traitement mathématique est nécessairement précédée d'un travail de découpage de la réalité sociale qu'on souhaite appréhender et c'est dans cette première étape que se joue la signification des approches statistiques. Dans ce travail, Jacques Dreyfus montre comment différentes études, ayant eu recours à la statistique, se trompent, en les renvoyant à d'autres approches conduites sur les mêmes terrains, souvent issues de travaux de recherche. Le renvoi de « l'enquête Colombie » menée par Economie et Humanisme et l'IRFED, dont l'analyse de données a ensuite été conduite par un mathématicien, aux écrits de Robert Jaulin sur les Indiens d'Amazonie dans sa *Paix blanche*⁴ permet ainsi à l'auteur de mettre en évidence le fait que l'enquête examinée est construite à partir d'une vision du monde particulière et située, dont l'importation semble inapte à enregistrer les réalités sociales qu'on prétend approcher.

Le travail de Jacques Dreyfus nous invite donc à maintenir une attention critique vis-à-vis des études produites sur des faits sociaux en vue de l'action qui, toutes statistiques qu'elles puissent être, risquent de se conformer à des *a priori*, et contribuer alors, en seconde instance, « à faire entrer dans les faits réels le modèle imaginaire de départ, implicitement répressif au nom du bonheur de l'homme ». Il semble important d'avoir

à l'esprit que « statistique n'est pas raison » et que l'on risque fort de se tromper dans la manière de voir les réalités socio-urbaines, dans le cadre des politiques sur les ZUS et de la stratégie d'observation qui leur est associée. Cette incursion dans les travaux de Jacques Dreyfus est également l'occasion de rendre hommage à cette figure précieuse de la recherche urbaine, disparue en 2004.

Le travail de Yankel Fijalkow sur la construction sociale des îlots insalubres à Paris de 1850 à 1945⁵, est une seconde référence tout à fait éclairante dans cette mise en perspective des productions du nouvel Observatoire des ZUS, alors qu'il s'est attelé plus directement encore à la question des statistiques, précisément produites au sujet des quartiers populaires du début du xx^e siècle qu'étaient les îlots insalubres. Dans ce travail résultant d'un questionnement sur les relations tissées entre décisions urbaines et connaissances développées à leurs services, l'auteur montre comment les productions d'une statistique sociale naissante n'ont pas servi une meilleure compréhension des réalités de ces morceaux de ville et de leurs habitants, mais ont contribué à la formulation d'une action marquée d'*a priori* qui allait profiter aux classes dominantes dont les édiles faisaient partie. En effet, une fois que la statistique sociale avait participé à la construction des îlots insalubres comme catégorie d'action, en donnant une définition statistique territorialisée à l'insalubrité, plutôt que d'incriminer les propriétaires des immeubles de ces îlots, on optait pour une opération visant la revalorisation foncière des emprises, et plutôt qu'une intervention moins radicale, on choisissait une transformation drastique de ces espaces entraînant l'éviction de populations indésirables.

Avant qu'on ne s'emploie à définir les territoires de la géographie prioritaire de la politique de la ville, il s'est agi dans le champ urbanistique de dresser des tableaux statistiques des situations d'insalubrité. L'action urbanistique procède largement d'opérations de définition/justification des territoires d'action auxquelles la science statistique apparaît précieuse.

Ceci ayant été rappelé, la lecture du premier rapport de l'Observatoire national des ZUS semble toutefois l'occasion de refaire un point sur la manière - ou, plus justement, les manières - dont la pauvreté peut se lover dans des quartiers, et de mettre au jour, une nouvelle fois - ici, sous l'angle le plus défavorable - les inégalités à l'œuvre dans la ville.

(1) Notons que politique en faveur des ZUS et politique de la ville ne se recouvrent qu'imparfaitement, ne serait-ce que parce que la géographie de la politique de la ville est plus étendue que celle résultant du zonage des ZUS. Cette confusion n'a jusqu'à aujourd'hui pas été clarifiée dans l'espace politique national. Nous prenons donc ici le parti de faire avec cette confusion.

(2) Les auteurs du rapport regrettent eux-mêmes que l'observation de 2004 soit plus de l'ordre de la photographie que de l'ordre du film, qui, en mettant en lumière des dynamiques sociales, serait plus éclairant.

(3) DREYFUS Jacques (1975), *Implications ou neutralité des méthodes statistiques appliquées aux sciences humaines. L'analyse des correspondances*, Paris, CREDOC.

(4) JAULIN Robert (1970), *La paix blanche. Introduction à l'ethnocide*, Paris, éditions du Seuil, 424 p.

(5) FIJALKOW Yankel (1998), *La construction des îlots insalubres. Paris 1850-1945*, Paris, L'Harmattan.
